

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX**

**ACCORD NATIONAL 2003-2004**

**Convention collective de travail du 16 mai 2003**

**CHAPITRE I. - CHAMP D'APPLICATION**

**Article 1. - Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par ouvriers, les ouvriers et les ouvrières.

**CHAPITRE II. - CADRE**

**Article 2. - Objet**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel 2003-2004 du 17 janvier 2003.

Cette convention collective de travail est déposée au Greffe du Service des relations collectives de travail du Service public fédéral emploi, travail et concertation sociale, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 novembre 1969 (Moniteur belge du 22 novembre 1969) fixant les modalités de dépôt des conventions collectives de travail.

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail ainsi que l'annexe soient rendues obligatoires par arrêté royal.

**CHAPITRE III. - GARANTIE DE REVENU**

**Article 3. - Pouvoir d'achat**

**Section 1 - L'indexation**

Conformément à l'article 6 de la convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la Détermination des salaires, les salaires horaires minimum et les salaires horaires effectifs seront adaptés à l'index réel le 1<sup>er</sup> mai 2003 et le 1<sup>er</sup> mai 2004.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
16-05-2003	25-09-2003

67701 16/14903

4

## Section 2 - Augmentation des salaires horaires minimum et des salaires horaires effectifs

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, tous les salaires seront majorés de 1 %.
- Au 1<sup>er</sup> juillet 2004, tous les salaires seront augmentés du solde de 5,2% moins la somme de l'index réel au 1<sup>er</sup> mai 2003, l'index réel au 1<sup>er</sup> mai 2004 et l'augmentation salariale de 1% au 1<sup>er</sup> janvier 2004.  
Si ce solde est négatif, il ne sera pas procédé à une augmentation salariale.

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative aux Salaires horaires sera adaptée dans ce sens et sera valable pour une durée indéterminée, à l'exception des dispositions concernant la formule du solde qui sont valables pour la période 2003-2004.

En raison de la situation économique difficile, cette formule de solde doit être considérée comme exceptionnelle et unique.

### Article 4. - Fonds de sécurité d'existence

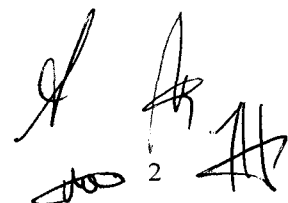
A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 (pour une durée indéterminée) toutes les indemnités complémentaires seront arrondies comme suit:

- Indemnité complémentaire en cas de chômage temporaire:
  - € 5,00 par allocation de chômage
  - € 2,50 par demi-allocation de chômage
- Indemnité complémentaire en cas de chômage complet:
  - € 5,00 par allocation de chômage
  - € 2,50 par demi-allocation de chômage
- Indemnité complémentaire en cas de maladie et pour malades âgés:
  - € 74,50 après 60 et 120 jours
  - € 97,00 pour une période de maladie plus longue
- Indemnité complémentaire pour chômeurs âgés: € 77,00
- Indemnité complémentaire en cas de prépension: minimum € 5,00

La convention collective de travail du 11 octobre 2001 relative aux Statuts du Fonds de sécurité d'existence sera adaptée en ce sens pour une durée indéterminée.

### Article 5. - Cotisation exceptionnelle au Fonds de sécurité d'existence des métaux précieux

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la Cotisation exceptionnelle au Fonds de sécurité d'existence des métaux précieux est prorogée du 1<sup>er</sup> juillet 2004 au 30 juin 2006.



## CHAPITRE IV. - SECURITE D'EMPLOI

### Article 6. - Cellule sectorielle pour l'emploi

Les objectifs de la cellule sectorielle pour l'emploi, repris à l'article 4 de la convention collective de travail du 8 mai 2001 relative à la Formation restent pleinement valables.

Cette cellule sectorielle pour l'emploi, installée au sein d'Educam en exécution de l'accord national 2001-2002, sera évaluée dans ce sens.

### Article 7. - Contrats à durée déterminée, travail intérimaire et sous-traitance

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à l'Obligation d'information sur les contrats à durée déterminée, le travail intérimaire et la sous-traitance est prorogée pour une durée indéterminée.

### Article 8. - Jour de carence

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003, tous les jours de carence seront payés indépendamment de la durée de l'incapacité de travail.

La convention collective de travail du 24 juin 1999 relative au Paiement du jour de carence en cas d'incapacité de travail sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

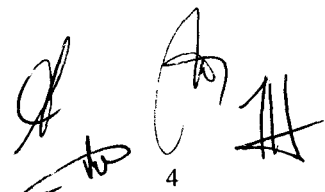
### Article 9. - Délais de préavis

§ 1. En application de l'article 61 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail, les parties s'entendent pour demander un arrêté royal visant à modifier les délais de préavis, fixés par l'arrêté royal du 21 juin 2001 fixant les délais de préavis pour les entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des métaux précieux pour les ouvriers ayant un contrat de travail à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail comme suit :

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
moins de 6 mois d'ancienneté	4 semaines	2 semaines
de 6 mois à moins de 10 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	10 semaines	4 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	14 semaines	4 semaines
de 20 à moins de 25 ans d'ancienneté	18 semaines	4 semaines
de 25 à moins de 30 ans d'ancienneté	22 semaines	4 semaines
une ancienneté égale ou supérieure à 30 ans	26 semaines	4 semaines

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

- § 2. Ces nouvelles dispositions entrent en vigueur à la date de parution de l'arrêté royal en la matière au Moniteur belge.
- § 3. Les parties conviennent qu'à partir du 16 mai 2003 et jusqu'à la date de publication du nouvel arrêté royal mentionné au § 2, les délais de préavis pour les ouvriers ayant un contrat à durée indéterminée et relevant du champ d'application de la présente convention collective de travail seront fixés comme suit:



4

9

	Préavis signifié par l'employeur	Préavis signifié par le travailleur
moins de 6 mois d'ancienneté	4 semaines	2 semaines
de 6 mois à moins de 10 ans d'ancienneté	5 semaines	2 semaines
de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté	10 semaines	4 semaines
de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté	14 semaines	4 semaines
de 20 à moins de 25 ans d'ancienneté	18 semaines	4 semaines
de 25 à moins de 30 ans d'ancienneté	22 semaines	4 semaines
une ancienneté égale ou supérieure à 30 ans	26 semaines	4 semaines

Les délais de préavis applicables dans le cadre d'un licenciement en vue de la prépension sont ceux prévus à l'article 59 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux Contrats de travail.

## CHAPITRE V. - FORMATION

Tenant compte des principes énoncés ci-après, les parties signataires se déclarent d'accord pour conclure, au niveau de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux une convention relative à la Formation, entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003 et valable pour une durée indéterminée.

### Article 10. - Groupes à risques

- Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 inclus, la cotisation de 0,15% (à durée indéterminée) est ramenée à 0,10 %.
- Poursuite des activités en vue d'optimiser les régimes d'apprentissage en alternance.
- Prorogation des dispositions concernant l'afflux des groupes à risques.

### Article 11. - Droit à la formation permanente

- Compte tenu de la réserve constituée en matière de formation, la cotisation de 0,20 % (qui vaut pour une durée indéterminée) est suspendue pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 inclus.
- Affinage du système existant de droit à la formation permanente.

- 9
- Les arrangements pris avec Educam concernant le fonctionnement futur de la formation dans le secteur seront inscrits dans la convention collective séparée. Ces arrangements sont fondés sur les critères suivants :
    - Reconnaissance des formations demandées.
    - Offre de formation spéciale, à savoir d'une part le soutien de la formation de nouveaux ouvriers ou d'ouvriers dotés d'un nouveau profil de fonction et d'autre part le soutien de la formation de parrainage de Cevo-ra.

#### **Article 12. - Réaffectation temporaire dans le cadre du Fonds de sécurité d'existence**

Compte tenu des réserves accumulées pour le volet formation, le 0,25 % restant de la cotisation initiale de 0,35 % sera destiné à d'autres missions dans le cadre du Fonds de sécurité d'existence pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005 inclus.

Cette réaffectation se fera en vertu d'une décision prise au Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence.

Cette réaffectation des cotisations sera évaluée lors des négociations sectorielles 2005-2006.

#### **CHAPITRE VI. - TEMPS DE TRAVAIL ET FLEXIBILITE**

##### **Article 13. - Modalisation**

En cas de restructuration ou de possibilité d'assouplissement de l'organisation du travail, les entreprises pourront promouvoir l'emploi par le biais d'une convention collective de travail en appliquant entre autres une réduction collective du temps de travail.

Pour ce faire, elles pourront bénéficier des primes d'encouragement légales et décrétales existantes ainsi que de la conversion des augmentations salariales.

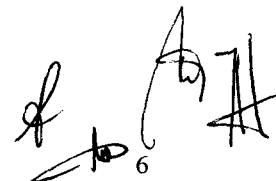
##### **Article 14. - Flexibilité**

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la flexibilité est prorogée du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2005 et sera adaptée dans ce sens.

#### **CHAPITRE VII. - PLANIFICATION DE LA CARRIERE**

##### **Article 15. - Fin de carrière**

§ 1. La prépension dans le secteur est prorogée sous les mêmes conditions et dans le respect des possibilités légales du 1<sup>er</sup> juillet 2003 au 30 juin 2005 inclus.



4

C'est dans ce sens que les conventions collectives de travail relatives à la Prépension seront prorogées, à savoir la convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la prépension à 58 ans et la convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la Prépension après licenciement.

§ 2. En application de l'accord interprofessionnel du 17 janvier 2003, le droit à la prépension à mi-temps à partir de 55 ans, inscrit dans l'accord national 2001-2002 du 8 mai 2001, est prorogé.

La convention collective de travail du 11 octobre 2001 relative à la Prépension à mi-temps est prorogée du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004 et sera adaptée dans ce sens.

§ 3. Pour la durée de l'accord 2003-2004, les recommandations relatives à la procédure de prépension prévue à l'article 16 §3 de l'accord national 2001-2002 sont prorogées :

En matière de prépension, les parties recommandent, dans le cadre des mesures de redistribution du travail au niveau des entreprises, la procédure suivante: au plus tard deux mois avant que l'ouvrier concerné n'atteigne l'âge de la prépension, l'employeur invitera celui-ci à une entrevue pendant les heures de travail au siège de l'entreprise. Lors de cette entrevue, l'ouvrier pourra se faire assister par son délégué syndical. A cette occasion, des arrangements fermes seront pris tant en ce qui concerne le timing de la prépension, que la formation du remplaçant du prépensionné.

## **CHAPITRE VIII. - PARTICIPATION ET CONCERTATION**

### **Article 16. - Représentation des travailleurs**

Les dispositions en matière de représentation des travailleurs, fixées à l'article 21 de l'accord national 2001-2002, sont prorogées pour la durée de l'accord national 2003-2004.

Concrètement, cela signifie que, dans les entreprises où il ne faut plus procéder au renouvellement du Conseil d'entreprise, du Comité de prévention et de protection sur le lieu de travail et/ou de la délégation syndicale suite à une diminution du nombre de travailleurs, les délégués des travailleurs qui ne sont plus protégés ne peuvent être licenciés que si la Sous-commission paritaire, convoquée à l'initiative du Président, s'est réunie et prononcée sur le licenciement dans les 30 jours suivant la notification au Président. Cette procédure n'est pas valable en cas de licenciement pour faute grave. Le non-respect de la procédure est assimilé à un licenciement arbitraire.

Cette protection a posteriori n'est valable que jusqu'aux prochaines élections sociales.

## CHAPITRE IX. - PROJETS SECTORIELS 2003-2004

### Article 17. - Classification des fonctions

- § 1. En application de l'accord national 2001-2002, une commission de classification paritaire a été mise en place avec pour missions prioritaires d'actualiser la classification des fonctions existante, d'établir une procédure en cas de litige et de constituer une liste d'exemples.
- § 2. Les travaux de cette commission de classification sont terminés et les arrangements pris doivent être transposés en une convention collective de travail relative à la Classification de fonctions.

### Article 18. - Prime de fin d'année

L'article 3 de la convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la prime de fin d'année doit être adapté concernant la notion de "durée de travail hebdomadaire sur la base du régime de paiement".

Si un ouvrier passe, durant la période de référence, d'un régime de travail à temps plein à un régime de travail à temps partiel ou *vice-versa*, le calcul de la prime de fin d'année doit se faire sur la "durée de travail hebdomadaire moyenne de la période de référence".

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative à la Prime de fin d'année sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

### Article 19. - Frais de transport

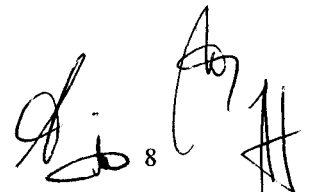
L'article 8 de la convention collective de travail du 24 juin 1999 relative aux Frais de transport et modifié comme suit: "Lorsque l'ouvrier se déplace par n'importe quel autre moyen de transport que ceux prévus aux chapitres II à V, il a droit à une indemnité journalière. Cette indemnité journalière est obtenue en divisant par cinq l'intervention de l'employeur dans l'abonnement hebdomadaire **SNCB**".

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 la convention collective de travail du 24 juin 1999 relative aux Frais de transport sera adaptée dans ce sens pour une durée indéterminée.

### Article 20. - Statut de la délégation syndicale

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative au Statut de la délégation syndicale doit stipuler de façon explicite que la notion de "délégué syndical" se rapporte aussi bien aux délégués syndicaux effectifs qu'aux délégués syndicaux suppléants.

De plus, l'article 6 de cette convention collective de travail doit mentionner que l'introduction de la délégation syndicale dans une entreprise doit se faire par lettre recommandée.





4

La convention collective de travail du 14 juin 2001 relative au Statut de la délégation syndicale sera adaptée en ce sens à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2003 et pour une durée indéterminée.

## **CHAPITRE X. - PAIX SOCIALE ET DUREE DE L'ACCORD**

### **Article 21. - Paix sociale**

La présente convention collective de travail assure la paix sociale dans le secteur pendant toute la durée de l'accord. En conséquence, aucune revendication à caractère général ou collectif ne sera formulée, que ce soit au niveau national, régional ou des entreprises individuelles.

### **Article 22. - Durée**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée, du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2004, sauf disposition contraire.

Les articles applicables pour une durée indéterminée peuvent être dénoncés moyennant un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux et aux organisations signataires.

Les articles applicables au Fonds social pour une durée indéterminée peuvent être dénoncés moyennant un délai de préavis de six mois, notifié par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux et aux organisations signataires.

7  
9

**Annexe à l'accord sectoriel 2003-2004  
Sous-commission paritaire pour les métaux précieux  
du 16 mai 2003**

**PRIMES DE LA REGION FLAMANDE**

Les parties signataires déclarent que les ouvriers ressortissant à la Sous-commission paritaire 149.03 qui remplissent les conditions de domicile et d'emploi prescrites par la Région flamande peuvent faire appel aux primes d'encouragement en vigueur dans la Région flamande, à savoir :

- crédit-soins
- crédit-formation
- entreprises en difficulté ou en restructuration

Bruxelles, le 16 mai 2003

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE EDELE METALEN**

**NATIONAAL AKKOORD 2003-2004**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 mei 2003**



**HOOFDSTUK I. - TOEPASSINGSGBIED**

**Artikel 1. - Toepassingsgebied**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, arbeiders en arbeidsters van de ondernemingen die **ressorteren** onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de edele metalen.

Voor de toepassing van dit akkoord wordt onder arbeiders verstaan, de **man-**nelijke en vrouwelijke werklieden.

**HOOFDSTUK II. - KADER**

**Artikel 2. - Voorwerp**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord 2003-2004 van 17 januari 2003.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt neergelegd op de Griffie van de Dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal overleg overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 november 1969 (Belgisch Staatsblad van 22 november 1969) tot vaststelling van de modaliteiten van neerlegging van de collectieve arbeidsovereenkomsten.

De ondertekenende partijen vragen de algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit van deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de **bijlage**.

**HOOFDSTUK III. - INKOMENSZEKERHEID**

**Artikel 3. - Koopkracht**

**Afdeling 1 - Indexering**

Conform artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Loonvorming van 14 juni 2001 worden op 1 mei 2003 en op 1 mei 2004 de minimum-**uurlonen** en de effectieve uurlonen aangepast aan de reële index.

NEERLEGGING-DÉPOT REGISTR.-ENREGISTR.

16-05-2003

10114903  
G  
A  
ju

## Afdeling 2 - Verhoging van de minimumuurlonen en de effectieve uurlonen

- Op 1 januari 2004 worden alle lonen verhoogd met 1%.
- Op 1 juli 2004 worden alle lonen verhoogd met het saldo tussen 5,2 % verminderd met de som van de reële index op 1 mei 2003, de reële index op 1 mei 2004 en de loonsverhoging van 1% op 1 januari 2004. Indien dit saldo negatief is, wordt er geen loonsverhoging toegepast.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Uurlonen van 14 juni 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur, met uitzondering van de bepalingen inzake de saldoformule die van toepassing zijn voor de periode 2003-2004.

Deze saldoformule dient - omwille van de moeilijke economische situatie - als uitzonderlijk en éénmalig te worden beschouwd.

### Artikel 4. - Fonds voor bestaanszekerheid

Vanaf 1 juli 2003 (voor onbepaalde duur) worden alle aanvullende vergoedingen als volgt afgerond:

- Aanvullende vergoeding bij tijdelijke werkloosheid:
  - € 5,00 per werkloosheidsuitkering
  - € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering
- Aanvullende vergoedingen bij volledige werkloosheid:
  - € 5,00 per werkloosheidsuitkering
  - € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering
- Aanvullende vergoedingen bij ziekte en voor oudere zieken:
  - € 74,50 na 60 en 120 dagen
  - € 97,00 bij een langere ziekteperiode
- Aanvullende vergoeding voor oudere werklozen: € 77,00
- Aanvullende vergoeding bij brugpensioen: minimum € 5,00

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuten Fonds voor bestaanszekerheid van 11 oktober 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

### Artikel 5. - Buitengewone bijdrage aan het Fonds voor bestaanszekerheid edele metalen

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Buitengewone bijdrage aan het Fonds voor bestaanszekerheid edele metalen van 14 juni 2001 wordt verlengd vanaf 1 juli 2004 tot en met 30 juni 2006.

## HOOFDSTUK IV. - WERKZEKERHEID

### Artikel 6. - Sectorale tewerkstellingscel

De doelstellingen van de sectorale tewerkstellingscel, opgenomen in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vorming en opleiding van 8 mei 2001, blijven onverminderd van toepassing.

Deze sectorale tewerkstellingscel die in uitvoering van het nationaal akkoord 2001 - 2002 in de schoot van Educam werd ingevoerd, zal in die zin worden geëvalueerd.

### Artikel 7. - Contracten bepaalde duur, uitzendarbeid en onderaanneming

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Meldingsplicht contracten bepaalde duur, uitzendarbeid en onderaanneming van 14 juni 2001 wordt voor onbepaalde duur verlengd met ingang vanaf 1 januari 2003.

### Artikel 8. - Carenzdag

Vanaf 1 juli 2003 worden alle carenzdagen uitbetaald, ongeacht de duurtijd van de arbeidsongeschiktheid

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Carenzdag bij arbeidsongeschiktheid van 24 juni 1999 zal in die zin voor onbepaalde duur worden aangepast.

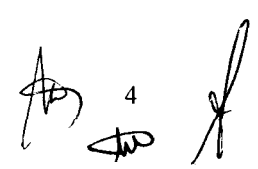
### Artikel 9. - Opzeggingstermijnen

§ 1. In toepassing van artikel 61 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten komen partijen overeen een koninklijk besluit aan te vragen dat ertoe strekt de opzegtermijnen, zoals deze bepaald worden in het koninklijk besluit van 21 juni 2001 tot vaststelling van de opzegtermijnen voor de ondernemingen die onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de edele metalen ressorteren, voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst als volgt te wijzigen:

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 6 maanden anciënniteit	4 weken	2 weken
Van 6 maanden tot minder dan 10 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	10 weken	4 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	14 weken	4 weken
Van 20 tot minder dan 25 jaar anciënniteit	18 weken	4 weken
Van 25 tot minder dan 30 jaar anciënniteit	22 weken	4 weken
Van 30 jaar en meer anciënniteit	26 weken	4 weken

In geval van opzeg met het oog op brugpensioen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

- § 2. Deze nieuwe bepalingen zullen in werking treden op de datum van het verschijnen van een koninklijk besluit ter zake in het Belgisch Staatsblad.
- § 3. Partijen komen overeen dat de opzegtermijnen voor de arbeiders met een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur en die ressorteren onder het toepassingsgebied van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vanaf 16 mei 2003 tot de datum van het verschijnen van het nieuw koninklijk besluit waarvan sprake in § 2. als volgt worden vastgesteld:

 4

A

	Vooropzeg betekend door werkgever	Vooropzeg betekend door werknemer
Minder dan 6 maanden anciënniteit	4 weken	2 weken
Van 6 maanden tot minder dan 10 jaar anciënniteit	5 weken	2 weken
Van 10 tot minder dan 15 jaar anciënniteit	10 weken	4 weken
Van 15 tot minder dan 20 jaar anciënniteit	14 weken	4 weken
Van 20 tot minder dan 25 jaar anciënniteit	18 weken	4 weken
Van 25 tot minder dan 30 jaar anciënniteit	22 weken	4 weken
Van 30 jaar en meer anciënniteit	26 weken	4 weken

In geval van opzeg met het oog op brugpensioen gelden de opzegtermijnen zoals bepaald in artikel 59 van de Wet van 3 juli 1978 op de Arbeidsovereenkomsten.

## HOOFDSTUK V. - VORMING EN OPLEIDING

De ondertekenende partijen verklaren zich akkoord om, rekening houdend met de onderhavige principes, in het Paritair Subcomité voor de edele metaalen een collectieve arbeidsovereenkomst betreffende Vorming en Opleiding af te sluiten, en dit vanaf 1 juli 2003 voor onbepaalde duur.

### Artikel 10. - Risicogroepen

- De bijdrage van 0,15% (die van onbepaalde duur is) wordt voor de periode van 1 januari 2004 tot en met 31 december 2005 herleid tot 0,10%
- Voortzetten van de werkzaamheden inzake het optimaliseren van de stelsels altemnerend leren - werken
- Verlenging van de bepalingen met betrekking tot instroom van risicogroepen

A 5

## Artikel 11. - Recht op permanente vorming

- Rekening houdend met de opgebouwde reserve inzake vorming en opleiding wordt de bijdrage van 0,20% (die van onbepaalde duur is) voor de periode van 1 januari 2004 tot en met 31 december 2005 opgeschort.
- Verfijnen van het bestaande systeem van een recht op permanente vorming.
- De afspraken die zijn gemaakt met Educam over de toekomstige werking inzake vorming voor de sector zullen in de aparté collectieve arbeidsovereenkomst worden ingeschreven. Deze afspraken zijn gebaseerd op volgende criteria:
  - Erkennen van de aangevraagde opleidingen
  - Bijzonder opleidingsaanbod, met name enerzijds het ondersteunen van het coachen van nieuwe arbeiders of van arbeiders met een nieuw functieprofiel en anderzijds het ondersteunen van de opleiding 'peter en meteropleiding' van Cevora.

## Artikel 12. - Tijdelijke herbesteding in het kader van het Fonds voor bestaanszekerheid

Rekening houdend met de reserves die zijn opgebouwd voor het luik vorming en opleiding, zal de resterende 0,25% van de oorspronkelijke bijdrage van 0,35% worden gebruikt voor andere opdrachten in het kader van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de periode van 1 januari 2004 tot en met 31 december 2005.

Deze herschikking zal gebeuren op basis van een beslissing genomen in de Raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid.

Tijdens de sectorale onderhandelingen 2005-2006 zal deze herschikking van de bijdragen worden geëvalueerd.

## HOOFDSTUK VI. - ARBEIDSTIJD EN FLEXIBILITEIT

### Artikel 13. - Modalisering

De ondernemingen kunnen in het geval van herstructurering of indien de arbeidsorganisatie kan versoepeld worden, via een collectieve arbeidsovereenkomst de tewerkstelling bevorderen door onder meer collectieve arbeidsduurvermindering toe te passen.

Ze kunnen hiervoor gebruik maken van de bestaande wettelijke en decretale aanmoedigingspremies en de omzetting van de loonsverhogingen.



## Artikel 14. - Flexibiliteit

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake de Flexibiliteit van 14 juni 2001 wordt verlengd met ingang vanaf 1 juli 2003 tot 30 juni 2005 en zal in die zin worden aangepast.

## HOOFDSTUK VII. - LOOPBAANPLANNING

### Artikel 15. - Eindeloopbaan

§ 1. Het brugpensioen in de sector wordt onder dezelfde voorwaarden en binnen de wettelijke mogelijkheden verlengd vanaf 1 juli 2003 tot en met 30 juni 2005.

In die zin zullen de bestaande collectieve arbeidsovereenkomsten inzake brugpensioen worden verlengd, met name de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen vanaf 58 jaar van 14 juni 2001 en de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Brugpensioen na ontslag van 14 juni 2001.

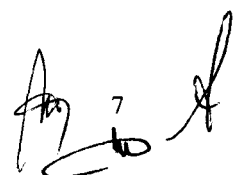
§ 2. In toepassing van het interprofessioneel akkoord van 17 januari 2003 wordt het recht op halftijds brugpensioen vanaf 55 jaar, opgenomen in het nationaal akkoord 2001-2002 van 8 mei 2001, verlengd.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Halftijds brugpensioen van 11 oktober 2001 wordt verlengd vanaf 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004 en zal in die zin worden aangepast.

§ 3. Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de aanbevelingen brugpensioen - procédure voorzien in artikel 16 §3 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd:

Op vlak van brugpensioen bevelen de partijen in het kader van de arbeidsherverdelende maatregelen op ondernemingsvlak volgende procedure aan: ten laatste 2 maand voor het bereiken van de brugpensioenleeftijd nodigt de werkgever de betrokken arbeider uit tot een onderhoud tijdens de werkuren op de zetel van de onderneming. Bij dit onderhoud kan de arbeider zich laten bijstaan door zijn vakbondsafgevaardigde. Bij dit onderhoud zullen zowel naar timing van het brugpensioen als naar opleiding van de vervanger van de bruggepensioneerde sluitende afspraken gemaakt worden.

4



## HOOFDSTUK VIII. - INSPRAAK EN OVERLEG

### Artikel 16. - Werknemersvertegenwoordiging

Voor de duur van het akkoord 2003-2004 worden de bepalingen inzake de Werknemersvertegenwoordiging voorzien in artikel 21 van het nationaal akkoord 2001-2002 verlengd.

Concreet betekent dit: in de ondernemingen, waar de ondernemingsraad, het comité voor preventie en bescherming op het werk en/of de vakbondsafvaardiging niet langer meer moet worden hernieuwd ingevolge een daling van het aantal werknemers, kunnen de werknemersafgevaardigden die niet langer beschermd zijn, pas worden ontslagen, nadat het Paritair Subcomité samengeroepen op initiatief van de Voorzitter, bijeengekomen is en zich, binnen de 30 dagen na de kennisgeving aan de Voorzitter, heeft uitgesproken over het ontslag. Deze procédure is niet geldig in geval van ontslag wegens zwaarwichtige redenen. Niet naleving van de procédure wordt gelijkgesteld met willekeurig ontslag.

Deze nabescherming blijft slechts lopen tot aan de volgende sociale verkiezingen.

## HOOFDSTUK IX. - SECTORALE PROJECTEN 2003-2004

### Artikel 17. - Functieclassificatie

§ 1. In uitvoering van het nationaal akkoord 2001-2002 werd een paritaire classificatiecommissie opgericht met als prioritaire taken: de actualisering van de bestaande functieclassificatie, het opstellen van een procédure bij betwisting en het opstellen van een voorbeeldenlijst.

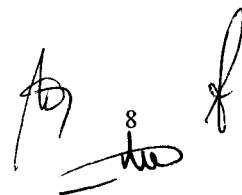
§ 2. De werkzaamheden van deze classificatiecommissie zijn afgerond en de gemaakte afspraken dienen te worden omgezet in een collectieve arbeidsovereenkomst inzake Functieclassificatie.

### Artikel 18. - Eindejaarspremie

Artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Eindejaarspremie van 14 juni 2001 dient te worden aangepast op vlak van het begrip "wekelijkse arbeidsduur op basis van het betaalregime".

Indien een arbeider tijdens de referteperiode overstapt van een voltijdse arbeidsregeling naar een deeltijdse arbeidsregeling of omgekeerd dient de berekening van de eindejaarspremie te gebeuren op de "gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van de referteperiode".

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Eindejaarspremie van 14 juni 2001 zal in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.



## **Artikel 19. - Vervoerkosten**

Artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerkosten van 24 juni 1999 wordt als volgt gewijzigd: "Wanneer de arbeider zich verplaatst met om het even welk ander vervoermiddel dan deze voorzien in de hoofdstukken II tot en met V, heeft deze arbeider recht op een dagvergoeding. Deze dagvergoeding wordt bekomen door de werkgeversbijdrage in het weekabonnement van de NMBS te delen door vijf".

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Vervoerkosten van 24 juni 1999 zal vanaf 1 juli 2003 in die zin worden aangepast voor onbepaalde duur.

## **Artikel 20. - Statuut van de vakbondsafvaardiging**

In de collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuut van de vakbondsafvaardigingen van 14 juni 2001, dient te worden opgenomen dat het begrip 'vakbondsafgevaardigde' zowel op de effectieve als op de plaatsvervangende vakbondsafgevaardigde slaat.

Bovendien dient in artikel 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst te worden opgenomen dat de indiening van de vakbondsafvaardiging in een onderneming dient te gebeuren bij aangetekend schrijven.

De collectieve arbeidsovereenkomst inzake Statuut van de vakbondsafvaardigingen van 14 juni 2001 zal in die zin worden aangepast, met ingang van 1 juli 2003 voor onbepaalde duur.

## **HOOFDSTUK X. - SOCIALE VREDE EN DUURTIJD AKKOORD**

### **Artikel 21. - Sociale vrede**

Onderhavig akkoord verzekert de sociale vrede in de sector tijdens heelde duur van het akkoord. Bijgevolg zal geen enkele eis van algemene of collectieve aard voorgelegd worden, noch op nationaal, noch op regionaal, noch op vlak van de individuele onderneming.

### **Artikel 22. - Duur**

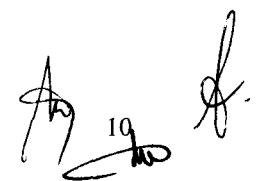
Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor bepaalde duur, gaande van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2004, tenzij anders bepaald.

De artikels die van toepassing zijn voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de edele metalen en aan de ondertekenende organisaties.

9

11

De artikels die van toepassing zijn op het Sociaal fonds voor onbepaalde duur kunnen worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van zes maanden, betekend per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de edele metalen en aan de ondertekenende organisaties.

Handwritten signatures and initials, including the number '19'.

**Bijlage aan het sectoraal akkoord 2003-2004  
voor het Paritair Subcomité voor de edele metalen  
van 16 mei 2003**

**PREMIES VLAAMSE GEWEST**

De ondertekenende partijen verkiaren dat de arbeiders ressorterend onder het Paritair Subcomité 149.03 en die inzake domicilie en tewerkstelling voldoen aan de omschrijving van het Vlaamse gewest gebruik kunnen maken van de aanmoedigingspremies van kracht in het Vlaamse gewest namelijk:

- zorgkrediet
- opleidingskrediet
- ondernemingen in moeilijkheden of herstructureringen

Brussel, 16 mei 2003